

# **COALITION DES FEMMES - FILLES DE GUINÉE POUR LE DIALOGUE ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX**

---

*Conakry, le 31 octobre 2012*

*N/Réf. : 0019/Cooli/REFAMP/2012*

**A**  
**Monsieur le Ministre**  
**de l'Administration du Territoire**  
**et des Affaires Politiques**

**Objet :** Lettre de protestation

**Monsieur le Ministre,**

L'avènement de la troisième République en Guinée a suscité un immense espoir de changement pour tous les guinéens. Le changement pour nous femmes qui constituons plus de la moitié de la population guinéenne doit se traduire par une participation effective aux affaires publiques.

Malheureusement, nous constatons que le quota de 30 pour cent de participation aux instances de prise de décision consacré par la constitution n'est jamais respecté ; on ne compte que cinq (05) femmes au sein d'une institution aussi importante et décisive que la CENI.

Suite à la diffusion du décret portant désignation des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante le 29 octobre 2012 la Coalition des filles et femmes de la Guinée pour le dialogue et la consolidation de la paix vient par la présente marquer sa totale désapprobation de la manière dont vous avez traité sa candidature à la CENI au titre de la société civile.

Notre Coalition qui regroupe 70 ONG féminines autour du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires de Guinée vous a fait parvenir le dossier de sa candidature le 03 octobre 2012 en bonne et due forme. Dans l'attente d'une suite après l'examen de ce dossier, nous avons la surprise de suivre le décret qui ne fait aucun cas de présence féminine parmi les 3 commissaires de la société civile.

Or, la loi L/ 2012/016/ CNT du 19 septembre 2012 stipule en son article 6 " Pour chaque structure, la désignation doit prendre en compte l'aspect genre." Nous constatons avec regret que la présence féminine au niveau de la composante Société Civile a été occultée.

Monsieur le Ministre, nous voulons vous rappeler que ces dernières décennies sont caractérisées par l'adoption par notre pays de nombreux textes relatifs à l'égalité

entre hommes et femmes, à l'équité des sexes et au renforcement du pouvoir des femmes. A ce titre, nous voulons :

- Citer la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF en 1979),
- La plate-forme d'action de Dakar (1994),
- Le programme d'action de Beijing (1995)
- La politique genre de la CEDEAO (2002),
- Le protocole à la charte Africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (2003)
- La déclaration solennelle des chefs d'Etats de l'UA sur l'Egalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004)
- La Politique genre de l'UA (2008), et bien d'autres.

**Ces engagements sont pris au nom du peuple de Guinée en faveur des femmes qui entendent les voir respecter.**

C'est pourquoi, au nom des 52% de la population guinéenne, de cette majorité silencieuse longtemps tenue à l'écart des sphères de décisions qui engagent leur vie et leur avenir, nous, membres de la coalition des filles et femmes de Guinée pour le dialogue et la consolidation de la paix, protestons avec force contre les décisions prises en les excluant.

Plus de 7 siècles après l'adoption de la charte de kurukan fagan qui fait de nos peuples des précurseurs dans la défense des droits des femmes, plus de 30 ans après l'adoption de la CEDEF, 17 ans après la mise en œuvre de la plate-forme d'action de Beijing , 06 ans après l'entrée en vigueur du protocole de Maputo et à quelques encablures de la date butoir de l'atteinte des OMD, vous devez contribuer à assurer le respect et la promotion des droits des femmes et non le contraire. C'est pourquoi avec toute la force de notre engagement pour le respect des droits des femmes

**Nous disons non à la marginalisation**

**Non aux décisions unilatérales sources de frustration.**

**Non à la violation des droits acquis pour les femmes.**

P/ La Présidente  
P.O la Secrétaire Générale

  
Hadja Mariama Déo BALDE